

Recherches sociographiques



René DORUCHER et Paul-André LINTEAU (éd.), *Le "retard" du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*

Gérald Bélanger

Volume 13, Number 1, 1972

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055567ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055567ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bélanger, G. (1972). Review of [René DORUCHER et Paul-André LINTEAU (éd.), *Le "retard" du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*]. *Recherches sociographiques*, 13(1), 154–155. <https://doi.org/10.7202/055567ar>

cial » (chap. 1) nous fournit le cadre général au sein duquel s'affrontent société de classe, technobureaucratie et société de participation, pour le contrôle de la société post-industrielle. « Les prérequis de la société démocratique de développement » (chap. 2) analysent en détails, de l'économique au judiciaire en passant par la santé, l'éducation, la culture, etc., les figures concrètes que pourrait prendre ici la société de participation. Quant aux « Principes généraux d'organisation » (chap. 3), ils décrivent toutes les dimensions d'un système politique complexe qui donnerait vie à cette nouvelle société. L'Utopie de Fortin apparaît à la fois réalisable et exaltante. Peut-être néglige-t-elle un peu trop cependant la dimension économique fondamentale que constitue l'impact de l'impérialisme américain comme les conflits certains qu'auront à affronter classes et mouvements sociaux pour s'en affranchir.

Les travaux de Gérard Fortin nous révèlent en un microcosme l'évolution d'une génération de sociologues québécois, passant de Redfield à Touraine, de l'aseptisme à l'engagement. Il nous reste à voir comment ces travaux pourront s'articuler avec ceux d'une nouvelle génération beaucoup plus soucieuse de théorie générale que de faits et pour qui l'action devient un épiphénomène surtout observable du point de vue de Sirius.

Gabriel GAGNON

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

René DUROCHER et Paul-André LINTEAU, (éd.), *Le « retard » du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Trois-Rivières, Éditions Boréal Express, 1971, 128 p. (Études d'histoire du Québec, 1.)

Collé à un marché inondé depuis plusieurs années de recueils d'articles pour l'enseignement de niveau collégial, le Québec n'en avait pas moins presque complètement négligé cet outil pédagogique. Les éditeurs québécois semblent maintenant vouloir combler ce vide. Les auteurs de ce livre, qui dirigent aussi la collection, nous promettent une série d'anthologies pour un proche avenir.

Le lecteur de ce type d'ouvrage recherche des articles importants dans le domaine, un certain guide bibliographique et, peut-être principalement, un prix abordable. *Le « retard » du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français* satisfait à ces exigences. Il se compose d'une présentation d'une quinzaine de pages et de cinq textes appartenant à au moins quatre disciplines des sciences sociales. Il n'est pas superflu d'ajouter que, grâce à une subvention, le prix est assez bas.

Dans leur présentation, Durocher et Linteau partagent les différentes thèses explicatives du retard et de l'infériorité postulés en quatre facteurs : les facteurs géo-économique, socio-culturel, politique et psychologique. Cette classification reste arbitraire ; on notera que la dernière école ne compte qu'un seul maître (ou élève). Le lecteur y trouvera cependant de nombreuses références bibliographiques.

Les deux premiers textes sont des choix sûrs. Après dix-huit ans d'attente, ce recueil offre une traduction du travail de Faucher et Lamontagne sur l'histoire de l'industrialisation du Québec. De son côté, l'étude de Taylor sur l'industriel canadien-français et son milieu demeure encore sans concurrence et nous fait regretter le peu d'intérêt des sociologues québécois pour le domaine économique.

En raison surtout du rôle de l'auteur dans la formation de nombreux historiens, le texte de Maurice Séguin sur l'impact de la conquête mérite de figurer dans la sélection. Les deux derniers textes sont l'un de Maurice Tremblay sur les orientations de la pensée sociale, l'autre de Pierre Harvey, tenant de l'hypothèse « psychologique ». Ces travaux s'imposaient peut-être moins, mais leur lecture demeure profitable. Dans telle sorte d'ouvrage, il faut en effet éviter de choisir des travaux difficiles au non-initié.

Ce recueil constitue un bon outil pédagogique offert à un prix très abordable. On notera également que les directeurs ont demandé l'autorisation des éditeurs des textes avant de les publier. Pratique pas toujours suivie au Québec.

Gérard BÉLANGER

*Département d'économique,
Université Laval.*

Marcel LAJEUNESSE, *L'éducation au Québec (19^e-20^e siècles)*, Montréal, Les éditions du Boréal Express, 1971, 145 p. (Études d'histoire du Québec, 2.)

Le second volume de la jeune collection *Études d'histoire du Québec* est fidèle à l'intention des éditeurs. Consacré à un problème d'importance, l'éducation, il regroupe des textes qui, s'ils ne sont ni « très difficiles d'accès », ni « injustement oubliés » pour la bonne raison que le plus ancien compte à peine dix ans, ont un fil conducteur bien dégagé, celui du rôle du clergé. Le texte de Fernand Ouellet nous situe au cœur de la question. Les leaders anglais et canadiens sont convaincus de la nécessité de l'enseignement primaire au début du XIX^e siècle. Mais les problèmes de confession religieuse et de nationalité opposent tout de suite le clergé catholique et les leaders anglais avant d'opposer les laïcs et les clerics canadiens-français entre eux à propos de la confessionnalité. Le débat nettement engagé en 1824 de ce côté s'est dénoué en 1841-1846, alors que l'instruction publique prit l'allure qui satisfaisait à peu près les hommes politiques et les évêques. La tâche entreprise par M^{re} Lartigue fut ensuite menée tambour battant par M^{re} Bourget et sur tous les fronts, comme le montre bien Marcel Lajeunesse.

Si notre système scolaire a pris naissance par sa première loi dès 1801 et par celles de 1824, de 1829, de 1841-1846, cela ne réglait pas tous les aspects de l'enseignement et de l'éducation. Il fallait entre autres des maîtres d'école. Or le clergé, qui avait depuis le VI^e siècle la fonction reconnue d'enseigner la jeunesse en Occident n'avait pas le personnel voulu au Canada. C'est ainsi que les laïcs s'y trouvèrent d'abord en plus grand nombre. Mais les efforts de M^{re} Bourget et de ses successeurs dans l'implantation des communautés françaises tout au long du siècle ont réduit de moitié les effectifs laïques et leur influence morale à peu de chose. Selon A. Labarrère, la cléricisation s'est même accompagné de la « féminisation », ce qui aurait aggravé le mal. À cinq reprises (pp. 63, 64, 67, 69, 76), l'auteur affirme que les institutrices sont à la racine du mal, sont une entrave au progrès de la classe enseignante et sont des incapables.

Le cléricisme paraît bien avoir tout gagné en 1875. Le symbole en serait l'abolition du ministère de l'Instruction publique cette année-là. Marchand aura beau tenter de le ressusciter en 1897, M^{re} Bruchési lui montrera, avec l'aide du Conseil législatif, que le clergé est plus fort que l'État. Ls-Ph. Audet montre dans un second